

Devoir d'Alerte aux élus de la Nation

FO appelle à la renationalisation de l'Énergie

Mesdames et Messieurs,

En tant que Secrétaire général de la Fédération FO Énergie et Mines, mais aussi, et surtout, en tant que salarié des entreprises des Industries Électriques et Gazières et citoyen de ce pays, j'ai adressé une lettre ouverte au Président de la République afin de l'alerter sur la situation inquiétante que traversent nos entreprises. Vous trouverez une copie de cette lettre jointe au présent devoir d'alerte. Aujourd'hui, il importe que l'ensemble des élus de la Nation sache que le pays tout entier est menacé à courte échéance par les choix gouvernementaux.

Dans une société où l'individualisme et le collectif sont en conflit, les électriciens et gaziers sont souvent la cible d'attaques gratuites : que ce soit sur leur CE, le Statut, le tarif agent, la retraite, souvent par une méconnaissance réelle de la situation. Il ne s'agit pas tant de nier nos « avantages », mais à quoi bon vouloir toujours envier et retirer ceux de son voisin ? D'ailleurs, ces détracteurs tireraient-ils un bénéfice de cette privation de nos acquis ? Nivelier par le bas la société et affaiblir la cohésion de celle-ci ne fait que conforter la finance. Que nos détracteurs viennent voir par eux même la réalité du travail d'un agent qui monte l'astreinte, qui est en service continu, derrière un téléphone, sur des chantiers, sur le terrain, et ce quel que soit le temps

Laissons la question de côté : soyez assurés que lorsque nous nous adressons à vous, ce n'est pas pour la défense de nos soi-disant « privilèges », mais en pleine conscience de notre mission d'Intérêt Général et de Service Public même si, d'aucuns semble encore aujourd'hui vouloir l'ignorer, nous maintenons ces responsabilités au quotidien sans être rattachés à la fonction publique.

*On brade nos entreprises d'énergie,
fleuron de l'industrie nationale,
gage de notre indépendance énergétique*

Devoir d'Alerte aux élus de la Nation

FO appelle à la renationalisation de l'Énergie

“*Avant l'ouverture des marchés, nous avions un service public reconnu et apprécié de nos concitoyens.*”

La situation que traversent les entreprises d'électricité et de gaz dans notre pays est inquiétante à plus d'un égard et à une période charnière très importante : dans un contexte mondial où l'austérité ne semble pas faiblir, on décide de brader nos entreprises d'énergie, fleuron de l'industrie nationale, mais aussi gage de notre indépendance énergétique. Ce démantèlement repose sur deux prétextes : la nécessité d'imposer partout en Europe et dans tous les domaines une concurrence libre et non faussée et celle d'une transition énergétique indispensable à la pérennisation de nos sociétés modernes.

L'ouverture des marchés devait avoir pour conséquences la baisse des prix pour les citoyens, l'amélioration ou a minima le maintien du service public. FO Énergie et Mines avait à son époque mis en garde les pouvoirs publics et les

citoyens sur ce miroir aux alouettes. Nous n'avions pas été entendus : il est vrai que les campagnes contre les organisations syndicales sont monnaie courante et la défiance à notre égard, comme pour les politiques d'ailleurs, font leur œuvre dans le paysage français. Nous ne pouvons que le regretter, mais c'est un constat.

Avant l'ouverture des marchés, nous avions un service public reconnu et apprécié de nos concitoyens. Depuis, les agences ont été fermées, les démarches se sont complexifiées, les délais d'attente se sont allongés, les factures ont augmenté. La précarité énergétique a explosé, mettant des familles dans des difficultés terribles. . .

Il n'est pas question de dresser un tableau noir à travers ce devoir d'alerte, mais juste de rappeler la réalité, sans polémique aucune, ni intérêt personnel. Au vu de la gravité de la situation, cela n'apporterait rien au débat et ne serait pas à la hauteur du sujet.

Ce que l'on appelle l'« ouverture des marchés » est en fait un enfermement de la société civile dans la dictature de la finance, qui semble ne pas vraiment être « l'ennemie » de notre Président, comme il avait eu l'audace de le prétendre. Or, souvenez-vous que l'énergie n'est pas une marchandise : les intérêts court-termistes des privatisations induites par l'État pourraient un jour, dans le cadre

Devoir d'Alerte aux élus de la Nation

FO appelle à la renationalisation de l'Énergie

énergétique, conduire à des catastrophes notables qu'il faudra assumer : le Japon sait ce qu'il en coûte de confier ses centrales à des entreprises dont le seul objectif est la rentabilité.

En ce soixante-dixième anniversaire de la loi de nationalisation du 8 avril 1946, il serait judicieux de se replonger dans les travaux parlementaires pour comprendre pourquoi à l'époque, on a regroupé et nationalisé les 1 700 entreprises d'électricité et du gaz, à l'exception des entreprises locales de distribution. On apprend toujours beaucoup de l'Histoire... Les orientations actuelles ne constituent qu'un gigantesque pas en arrière.

Depuis, on a privatisé GDF, mis EDF en Bourse avec les résultats désastreux que l'on connaît, découpées l'une et l'autre en morceaux. Neuf entreprises en sont issues, pas moins. Le dogmatisme est partout, comme dans la loi de transition énergétique « pour une croissance verte » qui projette de réduire la part de production du nucléaire à 50 % d'ici 2025. C'est non seulement contraire à la « fameuse » COP21 puisque le nucléaire n'émet pas de CO² ; mais de surcroît, ça ne résout pas le problème.

Cette loi vise plus une transition économique qu'une transition écologique. Nous avons toujours rappelé notre attachement au mix énergétique, quel non-sens alors de vouloir ouvrir à la concurrence le domaine de l'hydraulique, pourtant énergie verte et stockable. Les écologistes ont-ils une réponse à cela ? Ou encore, fermer le thermique à flamme : mais comment passerons-nous les pointes ? En important de l'énergie provenant d'Allemagne produite par leurs centrales à charbon ? La liste de ces inepties est longue. Vous vous devez de réagir.

**le Japon sait
ce qu'il en coûte
de confier ses centrales
à des entreprises
dont le seul objectif
est la rentabilité.**

Devoir d'Alerte aux élus de la Nation

FO appelle à la renationalisation de l'Énergie

D'aucuns verront dans le souhait de renationaliser nos entreprises du protectionnisme : j'y vois du pragmatisme et je l'assume. Si nous ne réagissons pas, des dizaines de milliers d'emplois seront détruits, les factures des citoyens flamberont, le service public se dégradera inexorablement, nos entreprises passeront sous des bannières étrangères... Et nous perdrons notre indépendance, avec tout ce que cela implique. Comment dès lors vouloir relancer l'emploi dans notre pays si ce n'est en développant et défendant nos entreprises ?

Arrêtons de nous mentir, tout est fait pour diaboliser le service public en attaquant les monopoles nationaux. Mais à y regarder de près, tout ce qui a été privatisé s'est au final transformé en monopoles privés. Face à tant d'hypocrisie, je ne veux pas croire que les citoyens de ce pays soient dupes, ni que nos élus ne les protégeront pas activement.

Comprenez-moi, si les choix de politiques industrielles ne sont pas revus rapidement, alors nous serons confrontés à de réelles et graves difficultés à l'avenir. Pas seulement pour le personnel des industries électriques et gazières, comme le pensent certains, mais plus largement pour les citoyens de ce pays et le Service Public Républicain.

Au-delà des lois (Nome, transition énergétique...) ou de la COP 21, nous vous demandons de vous pencher sérieusement sur l'avenir de l'énergie en France. Si nous sommes parfois écoutés, nous sommes rarement entendus. Nous avons pourtant produit de nombreux écrits sur les enjeux et les inquiétudes pour nos entreprises.

2017 sera une année d'élection et par anticipation, des primaires vont avoir lieu. Nous vivrons la valse des promesses, certaines seront tenues, d'autres resteront au rang des bonnes résolutions. Nous ne sommes pas dans un jeu où les salariés seraient une variable d'ajustement. Nous sommes fiers de nos entreprises et ne nous réjouissons pas de la situation actuelle. La visibilité sur l'avenir est floue, les questions nombreuses et les enjeux vitaux, que ce soit à la production, la distribution, le transport, la commercialisation où personne n'est épargné.

À travers ce courrier, nous souhaitons pouvoir être entendus et nous sollicitons des rencontres avec vous. Toutes et tous porterez la responsabilité de ce qui arrivera si rien n'est fait : de ce que nous, salariés, vivrons, et de ce que les citoyens subiront.

Devoir d'Alerte aux élus de la Nation

FO appelle à la renationalisation de l'Énergie

*Toutes et tous porterez la responsabilité
de ce qui arrivera si rien n'est fait.*

FO Énergie et Mines par le biais de son Secrétaire général, vous invite à écouter et échanger, mais surtout réagir à ce qui se passe.

Le fatalisme ne fait pas partie de notre vocabulaire : pour le combattre, il suffit de vouloir réellement changer les choses. Les électriciens et gaziers vous demandent de venir voir ce que sont réellement nos métiers pour avoir un regard objectif, pas ce que l'on veut bien vous montrer ou décrire sans en connaître les contours.

Il est temps d'agir : nous ne subissons pas sans réagir. Cela serait de la non-assistance à entreprises en danger. Et de nos entreprises, de notre Branche, dépendent l'avenir et l'indépendance de notre pays.

Espérant être enfin entendu, je vous adresse, élus de la Nation, le salut confiant de l'ensemble des salariés des Industries Électriques et Gazières.

Vincent HERNANDEZ
Secrétaire Général FO Énergie et Mines